

Sur la « légère élévation » de la radioactivité de l'air
et le bouclier anticyclonique qui aurait protégé la France

Les cartes météorologiques montrant, selon leur date de publication, que la France serait, était ou avait été épargnée par le nuage de Tchernobyl, ont été publiées aussi bien par les services officiels français que par les médias (TV, presse). L'image du panneau stop placé à la frontière orientale de la France est restée dans les mémoires.



Dans le même temps, et souvent dans les mêmes documents, les mêmes sources informaient le public de la présence de « particules radioactives » sur la France. Il ne s'agissait pas d'une épidémie de schizophrénie. De fait, pour le SCPRI, le service en charge de la surveillance radiologique du territoire, la « légère hausse » de la radioactivité de l'air n'était pas « significative ». Ainsi qu'il l'a répété, jour après jour, il aurait fallu des élévations 10 000 à 100 000 fois supérieures pour que commence à se poser « un problème significatif d'hygiène publique ». Ce que donnent à voir, à l'unisson, toutes les sources d'information de fin avril à début mai 1986, c'est que la France a été épargnée par la contamination. En France, Tchernobyl est un non-événement.

Lors du journal télévisé du samedi 10 mai, le directeur du SCPRI ne parle plus d'une « légère hausse » de la radioactivité mais d'une multiplication par 100, voire 400 dans certains secteurs, présentant au public les premières cartes de la contamination de l'air et des sols. Dès le lendemain, les médias dénoncent le « Mensonge de Tchernobyl » : les niveaux de contamination étaient plus importants qu'annoncés ; la France n'a pas été épargnée par le nuage radioactif.

Ironie de l'histoire, l'intervention qui est censée révéler la vérité sur l'impact de Tchernobyl, n'est qu'une nouvelle phase de désinformation : 1/ les chiffres indiquant la quantité de radioactivité déposée sur les sols et les cultures sont totalement faux (les retombées radioactives sont en réalité 100 fois à 1 000 fois supérieures, ce qui change complètement le niveau de risque) ; 2/ d'après les propres mesures du SCPRI, la radioactivité de l'air n'a pas été multipliée par un maximum de 400, mais de 25 000. Et la réalité va bien au-delà car les estimations du SCPRI sont sous-évaluées (par exemple, elles ne tiennent pas compte de l'iode gazeux, qui représente les trois-quarts de l'iode radioactif).

Les pages qui suivent reviennent en détail sur les déclarations, cartes et communiqués diffusés en France pendant la période de crise, une période cruciale pour assurer la protection de la population.

L'accident a débuté le samedi **26 avril 1986**, 1h23 du matin (heure locale), lorsque le réacteur numéro 4 de la centrale nucléaire de Tchernobyl a explosé. L'information est gardée secrète, y compris en URSS. L'alerte est lancée le **28 avril** par les autorités suédoises. Vers 19h, une dépêche de l'agence soviétique TASS finit par reconnaître qu'un accident s'est produit dans la centrale nucléaire de Tchernobyl, en Ukraine. L'un des réacteurs est endommagé et des personnes ont été blessées. En France, l'information est reprise au journal télévisé de 20h.

1. Mardi 29 avril 1986

Les déclarations

Déclarations de Pierre Pellerin, directeur du SCPRI (Service Central de Protection contre les Rayonnements Ionisants), sur France Inter :

Le journaliste : « Est-ce qu'on a constaté quelque chose au-dessus de la France ? »

Pierre PELLERIN : « Non parce que les vents ne vont pas dans cette direction-là. Les vents tournent dans le sens inverse des aiguilles d'une montre.

Le journaliste : « Y a pas lieu du tout de s'inquiéter ? »

Pierre PELLERIN : « C'est sans aucun danger pour la santé publique. Compte tenu du fait que c'est une radioactivité qui a été libérée au niveau du sol, au ras du sol, c'est-à-dire à 50 mètres peut-être, il n'est pas impossible qu'il ne subsiste pas grand-chose ou presque rien quand ça arrivera à nous par l'ouest ».

Déclaration de François Cogné, directeur de l'IPSN (Institut de Protection et de Sûreté Nucléaire, dépendant du CEA), lors du journal télévisé de 13h, sur A2 :

*« (...) on peut penser qu'une faible quantité de la radioactivité s'est échappée de cette installation. En fait si nous estimons actuellement, à partir des retombées dont j'ai eu les résultats ce matin, qui se sont produites en Suède, on peut estimer que **quelque pour mille** de la radioactivité s'est échappé du réacteur. »*

(...) « Des mesures ont été faites en France et sont faites en permanence en particulier par le Service Central de Protection contre les Rayonnements Ionisants au ministère de la Santé. Ces mesures sont tout à fait négatives. Et il n'y a de fait aucune raison, de par les conditions météorologiques elles-mêmes, que quoique ce soit soit mesuré en France. »

Déclarations de Pierre Pellerin, au journal télévisé de TF1 : «

*(...) C'est un phénomène que nous suivons tous, (...) et qui est très intéressant à suivre pour les enseignements qu'on en tirera sur le plan des mouvements d'air, des masses d'air éventuellement radioactif provenant d'un accident, mais **ça ne menace personne actuellement, sauf, peut-être, dans le voisinage immédiat de l'usine, et encore, c'est surtout dans l'usine** que je pense que les Russes ont admis qu'il y avait des personnes lésées.*

Les données météorologiques sont également rassurantes :

*Michel Chevalet, sur TF1 : « (...). Le vent a soufflé de l'Union soviétique **vers les pays Scandinaves**, c'est-à-dire du sud-est vers le nord-ouest. (...) Les vents ont tourné, c'est-à-dire que **maintenant ils soufflent vers les Balkans**, et **demain**, nous précise la Météorologie nationale, ils vont à nouveau ressouffler **en direction des pays Scandinaves**. Voilà ce que l'on sait sur le plan météo.*

Sur **FR3**, le bulletin météorologique explique qu'un **anticyclone** repousse le nuage radioactif vers l'est, garantissant la protection de la France jusqu'au 2 mai. Positionné sur la frontière orientale de la France, un panneau « **STOP** » envoie un message sans ambiguïté aux téléspectateurs.

Les faits

En réalité, le 29 avril, les premiers panaches radioactifs ont déjà franchi les frontières orientales de la France. La contamination est attestée à **Nice** et **Ajaccio**, mais aussi à **Marcoule**, au nord d'Avignon, à plus de 180 km de la frontière italienne : l'activité du césium 137 est multipliée par **10 000**¹. Il est accompagné de tout une

¹ Du fait des essais d'armes atomiques dans l'atmosphère, l'air présentait une contamination résiduelle en césium 137 de l'ordre du microBecquerel par mètre cube ($\mu\text{Bq}/\text{m}^3$) soit 1 millième de mBq/m^3 ou 1 millionième de Bq/m^3 .

série de radionucléides artificiels caractéristiques d'un accident nucléaire : iodes 131 et 132, tellure 132, ruthénium 103, césium 134, etc. Même constat à **Verdun**, à quelques 200 km du Rhin, mais avec des activités moins élevées.

2. Mercredi 30 avril 1986

Les déclarations

Journal télévisé d'Antenne 2, les explications de Brigitte Simonetta (cf. détails en annexe 1 et [archive vidéo](#)) :

Depuis le samedi 26 avril, jour de l'accident, pour la France, tout va bien : un anticyclone centré sur l'Union soviétique dirige les émissions radioactives vers les pays scandinaves. La situation est jusqu'alors inchangée mais elle pourrait évoluer car « une dépression a pris place sur la Sardaigne » : Si les rejets radioactifs persistaient, ils seraient alors envoyés « vers l'Italie, la Yougoslavie et l'Autriche ». Fort heureusement, la France est protégée par l'anticyclone des Açores : « **La météo affirme qu'il restera jusqu'à vendredi prochain [2 mai] suffisamment puissant pour offrir une véritable barrière de protection. Il bloque en effet toutes les perturbations venant de l'est** ». Un magnifique panneau STOP vient illustrer le propos.



Déclarations de Jean Chanteur, directeur adjoint du SCPRI, en réponse au journaliste d'A2 qui lui demande s'il y a un risque à cause de l'accident qui vient d'avoir lieu en Union soviétique :

« Ah ça, je peux vous dire qu'en France il n'y a absolument aucun risque. On pourra certainement détecter dans quelques jours le passage des particules mais du point de vue de la santé publique il n'y a aucun risque. »

Note d'information du directeur du SCPRI à l'attention de Patricia de Suzzoni, au cabinet de Mme Barzach, ministre de la Santé.

~~In tout état de cause, la radioactivité susceptible de revenir en Europe occidentale, et notamment en France, avec un certain délai, à la suite de cet accident ne peut en aucun cas, compte-tenu de la décroissance radioactive et de la dilution, présenter de risque pour la santé publique, et ne présenterait qu'un intérêt scientifique.~~

Les faits

À cette date, les masses d'air contaminé se sont répandues sur **plus de la moitié Est de la France**, y compris la région parisienne où sont implantés les laboratoires d'analyse du SCPRI. L'élévation de la radioactivité de l'air est en effet attestée au sud jusque dans l'**Hérault** (station de Lodève), et au nord jusque dans les **Ardennes** (station de Chooz). Dans le centre, la contamination atteint le **Cher** (Baugy) et l'**Allier** (à Bellenaves, l'activité (bêta totale) des poussières atmosphériques est multipliée par 65 par rapport à la veille). Dans les régions déjà touchées la veille, elle augmente considérablement, typiquement d'un **facteur 100 à 1 000**.

3. Le communiqué du 30 avril, minuit

Les déclarations

Dans la nuit du 30 avril au 1^{er} mai, un très court communiqué du SCPRI annonce une « légère élévation » de la radioactivité sur « certaines stations du sud-est » :

« Ce jour, 30/4/86 à 24h, situation dans l'ensemble stationnaire. On note cependant, sur certaines stations du sud-est, une légère hausse de la radioactivité atmosphérique, non significative pour la santé publique. »

Les faits

Comme indiqué plus haut l'augmentation n'est pas légère (le 30 avril, dans certains secteurs, le niveau normal a été multiplié par plus de 10 000 fois) et elle concerne plus de la moitié de l'Hexagone et la Corse.

L'information n'a pas été spontanée : le communiqué SCPRI du 30 avril, **16 heures**, affirmait que la France n'était pas concernée par la contamination. Journaliste à l'AFP, Serge Berg a bien reçu l'information mais il

apprend que le bureau AFP de Nice a reçu, à **17h**, une dépêche annonçant que des scientifiques du laboratoire international de radioactivité marine de Monaco vont publier des mesures montrant que le panache radioactif a atteint la Principauté. Il téléphone aussitôt au Pr Pellerin : il serait ennuyeux que les Français apprennent l'arrivée du nuage par un laboratoire étranger. Le directeur du SCPRI lui dit qu'il va vérifier. Faute de retour, la dépêche AFP de **21h44** ne mentionne finalement que l'information du laboratoire de Monaco. Le service en charge de la surveillance radiologique du territoire ne publie son communiqué (laconique) qu'à minuit. Si Monaco n'avait rien publié, aurait-il donné l'information ou aurait-il continué d'affirmer qu'aucune élévation significative de la radioactivité atmosphérique n'était détectée ?

4. Les informations du 1^{er} mai

Les déclarations

Les journaux télévisés rendent compte du communiqué du SCPRI :

Journal télévisé de TF1, Bruno MASURE :

« Madame, Monsieur, Bonsoir. Les services spécialisés ont constaté dans le sud-est de la France une légère hausse de la radioactivité non significative pour la santé publique. Six jours après l'accident de la centrale soviétique de Tchernobyl, le nuage radioactif est arrivé au-dessus de l'Italie. Mais, selon la météo, les vents vont renvoyer dans les prochains jours, les poussières radioactives vers l'URSS. »

Journal télévisé d'Antenne 2 (13h), Noël MAMERE :

« Ce matin, le service central de protection contre les radiations ionisantes a annoncé une légère hausse de la radioactivité atmosphérique, non significative pour la santé publique, dans le sud-est de la France et plus spécialement au-dessus de Monaco. La progression du nuage radioactif est détaillée maintenant par Laurent Boussié.

Laurent BOUSSIE : « Voici la situation telle qu'elle se présentait en début de semaine. Un anticyclone centré sur l'Ukraine et autour duquel les masses d'air tournent dans le sens des aiguilles d'une montre a dirigé les particules radioactives vers le nord-ouest c'est-à-dire vers la Suède la Norvège et la Finlande En Europe, les masses d'air humide des perturbations dues à la dépression du golfe de Gênes étaient bloquées par les hautes pressions situées en France.



Ça, c'était la situation en début de semaine.

Mais cette situation évolue. Sur cette photo, prise ce matin à 5h par le satellite Météosat, on se rend compte que l'anticyclone est en train de se déplacer vers le nord-est.

Et c'est là que réside le risque. Les masses d'air tournant toujours dans le sens des aiguilles d'une montre, on peut craindre des retours d'Est d'air chargé de radioactivité. Heureusement en ce moment les vents sont faibles, voire nuls en certains endroits, ce qui veut dire que l'air pollué n'avance que très, très, lentement. »

Dans la journée, le SCPRI publie un « **communiqué spécial explicatif (...)** à diffuser auprès des autorités sanitaires, des médecins, des pharmaciens et du public ». Il sera envoyé de façon intensive jusqu'au 6 mai à tous les responsables chargés d'informer le public : des préfets aux agences de presse. Son premier paragraphe affirme :

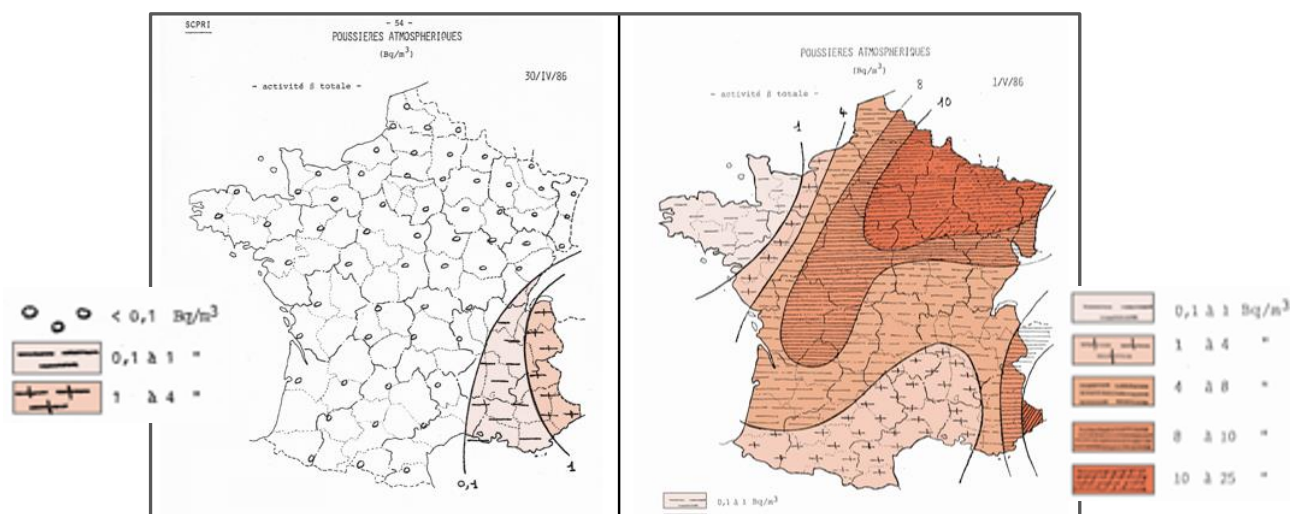
« L'élévation relative de la radioactivité relevée sur le territoire français à la suite de cet accident est très largement inférieure aux limites recommandées par la CIPR et aux limites réglementaires françaises, elles-mêmes fixées avec des marges de sécurité considérables. Il faudrait imaginer des élévations dix mille ou cent mille fois plus importantes pour que commencent à se poser des problèmes significatifs d'hygiène publique. La distance, la dilution, et la décroissance radioactive excluent une telle évolution dans notre pays. (...) ».

Le SCPRI publie un second communiqué, très succinct, dans la nuit du 1^{er} au 2 mai :

*« Ce jour 1^{er} mai 1986, **24 h**, tendance pour l'ensemble des stations du territoire à un alignement de la radioactivité atmosphérique sur le niveau relevé le 30 avril dans le sud-est. »*

Les faits

Le communiqué officiel indique que la « *légère hausse* » enregistrée le 30 avril dans le sud- est désormais mesurée sur l'ensemble du pays. C'est faux : la comparaison des cartes publiées quelques mois plus tard par le SCPRI ne montre pas un « *alignement* » mais une forte augmentation de la radioactivité entre le 30 avril (à gauche) et le 1^{er} mai (à droite). Les documents ont été colorés par la CRIIRAD pour faciliter la lecture.



- **Le 30/04**, sur plus des trois quarts du territoire, l'activité bêta totale des poussières atmosphériques est en dessous de la limite de détection retenue par le SCPRI (100 mBq/m³); les valeurs maximales (1 à 4 Bq/m³) ne concernent que les départements frontaliers de l'Italie ;
- **Le 1^{er} mai**, la carte établie par le SCPRI montre que tout l'Hexagone² est affecté par les masses d'air contaminé. Les activités varient de 0,1 à 1 Bq/m³ sur la Bretagne et le Cotentin jusqu'à 10 à 25 Bq/m³ dans le nord-est et les Alpes-Maritimes.

NB : l'analyse des documents du SCPRI révèle de nombreuses incohérences internes. Par exemple, à Fessenheim, le SCPRI a mesuré une activité de 340 mBq/m³ le 30 avril (600 fois la valeur normale de la veille, 28 avril, soit 0,56 mBq/m³). Le Haut-Rhin devrait donc apparaître en couleur sur la carte de gauche (0,34 Bq/m³ > 0,1 Bq/m³). Ces aspects seront traités dans la version complète du dossier qui sera publiée ultérieurement sur le site de la CRIIRAD.

5. La diffusion des informations par la presse

Les articles de presse du 2 mai 1986

Les informations données par le SCPRI ont été relayées le jour même par les télévisions mais avec un jour de retard par la presse écrite car le 1^{er} mai était férié. Les articles associent logiquement l'information sur le bouclier anticyclonique et sur le caractère insignifiant de la contamination.

Le quotidien *Libération* publie par exemple un article sur « *La longue dérive européenne d'une nuée radioactive* » qui reprend les informations SCPRI des 30 avril et 1^{er} mai :

« Monaco a enregistré des traces de particules peu fréquentables dans l'atmosphère (minimes et ne présentant aucun danger selon les responsables) puis, finalement, cela a été au tour de la France. Pierre Pellerin, le directeur du service central de protection contre les radiations ionisantes (SCPRI) a annoncé hier [1/05] que l'augmentation de radioactivité était enregistrée sur l'ensemble des stations du territoire, sans aucun danger pour la santé. Un avion d'Air France a relevé des traces radioactives à 20 km au nord de Montélimar hier à 13h15. Mais « la légère hausse de la radioactivité décelée dans le sud-est n'est pas significative selon le SCPRI ».

Le vocabulaire est éloquent : des « *traces radioactives* », des « *traces de particules* » (une particule c'est déjà peu, alors des « *traces* », qui plus est « *minimes* »), une « *légère hausse* », « *pas significative* » et « *sans aucun danger* ». Pour le journaliste, c'est clair : « *La France doit une fière chandelle à l'anticyclone des Açores qui, en ramenant le beau temps qu'on n'espérait plus, a empêché aussi, in extremis, le vilain nuage d'envahir le territoire et éventuellement de nous pleuvoir dessus. (...)* ».

² Comment souvent, la **Corse** ne figure pas sur les cartes officielles alors qu'elle fait partie des territoires les plus contaminés.

Libération n'est pas un cas à part. Tous les médias reprennent à l'unisson le message du SCPRI.

En vis-à-vis de l'article, sont publiées des cartes météorologiques assez rassurantes (cf. contre). Le mardi 29 avril toute la France est protégée par l'anticyclone. Le jeudi 1^{er} mai, la situation s'est dégradée, mais la plus grande partie du territoire reste à l'abri (la contamination concerne essentiellement la Corse et la région PACA).

Il est intéressant de remarquer que cette seconde carte correspond plutôt à la situation du mercredi 30 avril telle qu'elle ressort du communiqué SCPRI du 30/04 minuit et de l'article de *Libération* du 2/05. Le 1^{er} mai, toute la France devrait être recouverte par le panache radioactif (même s'il ne s'agit que de « traces de particules »). L'auteur des cartes qui associent données météo et emplacement du nuage radioactif (SCPRI et/ou Météorologie nationale, ...) n'a pas été identifié.

La carte du 1^{er} mai inspire les JT d'Antenne 2

Le 2 mai 1986, sur Antenne 2, au journal télévisé de **13h00**, présenté par Noël MAMÈRE, c'est cette idée d'une France presque entièrement protégée qui prévaut.

Brigitte SIMONETTA : « (...) depuis hier [1^{er} mai] cet anticyclone a faibli. Il s'est scindé en deux parties. La première est redescendue sur les Açores et puis la deuxième est venue se placer sur l'Europe du Nord-Est. Les Alpes, Monaco : on a vu que le taux de radioactivité était un peu plus fort. **Le reste de la France est pour le moment totalement protégé** parce que, je vous le disais, cet anticyclone est en train de mourir et nous allons revenir à un flux d'ouest, à un flux perturbé qui va donc nettoyer le ciel. »

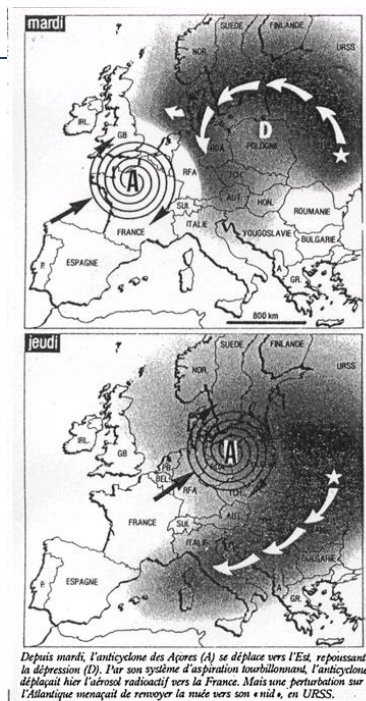
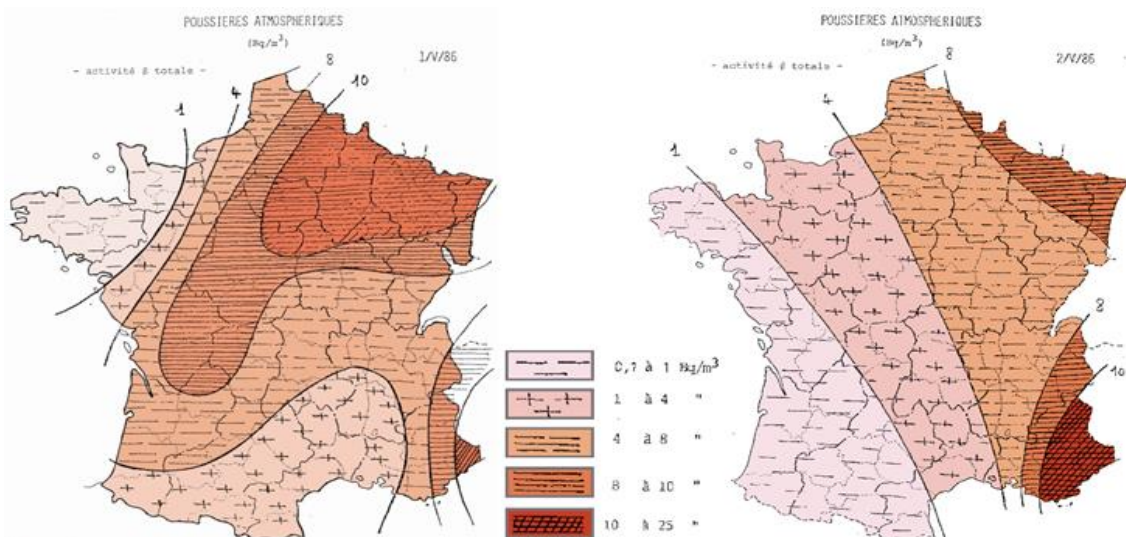
Les mêmes constats sont énoncés au journal de **20h**, présenté par Claude SERILLON :

Le reporter : (...) « Quant au nuage radioactif qui survolerait actuellement les Alpes, il ne présente pour nous aucun danger. La densité d'élément nocif qu'il comporte est de plus en plus réduite et le risque diminue au fur et à mesure que le nuage se déplace. »

De la même façon, pour Brigitte SIMONETTA, la contamination ne concerne encore que « **le sud-est de la France** ». Elle ajoute toutefois que « le sud-est de **l'Angleterre** aurait enregistré une hausse de son niveau de radioactivité ». Cela pourrait avoir des conséquences sur la France car le vent souffle désormais d'ouest en est.

Les faits

Alors que la population est convaincue que le territoire français n'est concerné que par une légère hausse de la radioactivité, voire même en grande partie épargné par les panaches radioactifs, la réalité de la contamination est tout autre : la très forte élévation de la radioactivité enregistrée sur toute la France dès le jeudi 1^{er} (à gauche) concerne encore l'ensemble du territoire français le vendredi 2 (à droite).



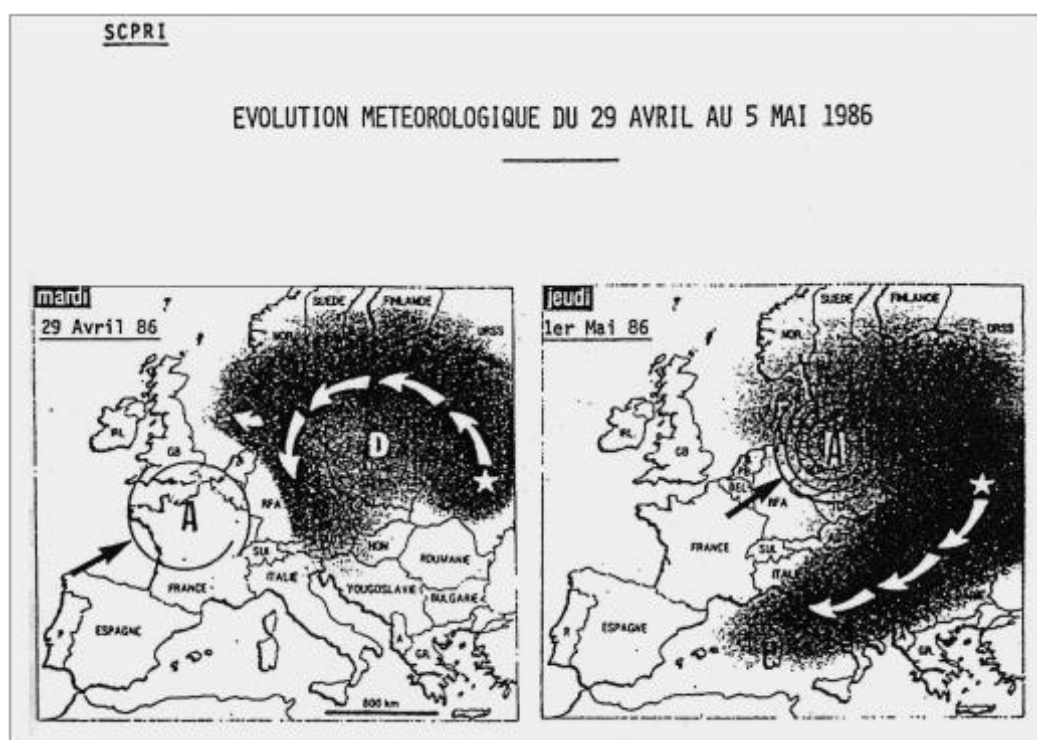
LIBÉRATION • VENDREDI 2 MAI 1986 5

Certes, sur une grande partie du territoire, les activités décroissent (elles augmentent en revanche sur le sud-est) mais les niveaux de contamination sont encore 100 à 1 000 fois supérieurs à la normale à l'ouest d'une ligne allant des Pyrénées-Orientales à la Bretagne ; de 4 000 à 25 000 fois supérieurs à l'est d'une diagonale allant de l'embouchure du Rhône à la Normandie.

*NB : ces constats sont effectués à partir des chiffres du SCPRI : activité dite « bêta totale » (nettement inférieure à la somme des activités des radionucléides émetteurs de rayonnements bêta) qui plus est sur les « **poussières atmosphériques** » et par conséquent la seule fraction particulière de la radioactivité, sans prise en compte des **gaz radioactifs** (notamment des iodes radioactifs gazeux : iode 131 et iode 132).*

5. Des cartes fausses publiées et validées par le SCPRI

Un mois plus tard, le **2 juin 86**, alors qu'il dispose de données nombreuses et vérifiées prouvant que les cartes indiquant la localisation des panaches radioactifs le 29 avril et le 1^{er} mai sont fausses, le directeur du SCPRI décide de les publier à nouveau, sous le titre « **ÉVOLUTION MÉTÉOROLOGIQUE DU 29 AVRIL AU 5 MAI** ». Il ne s'agit plus de prévisions météorologiques mais d'un bilan a posteriori, ce qui est nettement plus grave.



Le texte du communiqué confirme globalement le message des cartes. Il indique certes que la contamination a concerné les trois-quarts du pays (comme le communiqué du 1^{er} mai 24h) mais il s'agit des « *poussières radioactives de la queue du nuage (...), déjà fortement diluées dans les masses d'air* ». « *Le 2 mai, elles étaient déjà largement repoussées par les vents (...) et complètement évacuées le 5 mai* ». « **De ce fait, les niveaux relativement plus élevés que l'on a mesurés en France se sont toujours situés au voisinage immédiat des frontières italienne, suisse et allemande.** ».

Dans un article publié en 2019 dans la rubrique « VRAI OU FAKE »³, *France Info* indiquait qu'il est « *Impossible de trouver la moindre trace d'une quelconque déclaration officielle qui emploierait les termes "arrêté à la frontière"* », indiquant que « *l'archive qui s'en approche le plus est un bulletin météo du 30 avril 1986* » (la présentation de Brigitte Simonetta avec le panneau STOP) et ajoutant qu'il ne s'agissait que d'une « *prévision météorologique, qui vaut "pour 3 jours"* » : « *À aucun moment Brigitte Simonetta ne la présente comme une certitude. La suite des événements s'en éloigne d'ailleurs, puisque le nuage radioactif n'a pas attendu trois*

³ Après Tchernobyl, les autorités françaises ont-elles vraiment prétendu que le nuage radioactif s'était "arrêté à la frontière" ?

jours. Il est arrivé en France dès le lendemain, en fin de journée ». Cette présentation, nous venons de le voir ne correspond pas à la réalité :

1/ il est exact que les données du 30 avril sont présentées comme des prévisions mais la présentatrice rend compte, certainement de bonne foi, d'appréciations assez catégoriques de la Météorologie nationale : « *La Météo affirme qu'il restera jusqu'à vendredi prochain [2 mai] suffisamment puissant pour offrir une véritable barrière de protection. Il bloque en effet toutes les perturbations venant de l'est* » ;

2/ le nuage « *est arrivé en France dès le lendemain* », 1^{er} mai : en réalité, les panaches sont arrivés dès le 29 avril mais surtout la même carte avec un **STOP** a encore été présentée au JT du **1^{er} mai** et, faute de données sur la contamination réelle de l'air, les bulletins du **2 mai** continuent d'être rassurants ;

3/ le plus important est que ces cartes qui donnent une représentation totalement fautive de la localisation des masses d'air contaminé sont utilisées par le SCPRI, en toute connaissance de cause, jusqu'à début juin 1986 et bien au-delà, à l'appui d'un discours affirmant que le territoire français a été quasiment épargné par le « nuage de Tchernobyl ».

Contrairement à ce qu'affirmait le SCPRI qui vantait alors les moyens techniques dont il disposait, les mesures de la radioactivité de l'air ont été trop tardives et les protocoles inadaptés. Ce service spécialisé, financé par l'argent public pour surveiller la contamination et alerter si nécessaire le ministère de la Santé, ne s'est pas donné les moyens d'évaluer correctement un phénomène qu'il a considéré d'emblée comme d'intérêt « *purement scientifique* ». Pour servir son propos, il n'a pas hésité à diffuser des informations qu'il savait erronées.

6. Le communiqué ministériel du 6 mai 1986

Le 6 mai 1986, un communiqué ministériel est enfin publié. Le premier depuis le début de la crise. Il n'émane ni de la ministre de la Santé (Michèle Barzach), ni du ministre de l'environnement (Alain Carignon) mais du ministre de l'Agriculture (François Guillaume). Celui-ci appréhende que les contrôles mis en œuvre au niveau européen sur les produits agricoles provenant des pays tiers n'entraient les échanges intra-communautaires. Les productions françaises ne doivent pas être pénalisées étant donné que le territoire français « *a été totalement épargné* » par les retombées radioactives :

Le territoire français, en raison de son éloignement, a été totalement épargné par les retombées de radio-nucléides consécutives à l'accident de la centrale de Tchernobyl. A aucun moment les hausses observées de radio-activité n'ont posé le moindre problème d'hygiène publique.

Le Ministère de l'Agriculture dispose des résultats recueillis par le Service central de Protection des rayonnements ionisants (S.C.P.R.I.) qui dépend du Ministère des Affaires sociales et de l'emploi. Selon le S.C.P.R.I. les débits de doses maximales de radio-activité atmosphérique sont toujours restés tout à fait négligeables.

Il est intéressant de relever la contradiction apparente des deux premières phrases : comment affirmer que la France a été totalement épargnée si des hausses de radioactivité ont été relevées ? La formulation est certes maladroite mais il n'y a pas vraiment contradiction car, le SCPRI ne cesse de le répéter, les élévations ne sont pas significatives. Le paragraphe suivant précise d'ailleurs que ce service a indiqué que « *les débits des doses maximales (...) sont toujours restés tout à fait négligeables* ».

Pour le directeur du SCPRI, la France a bel et bien été épargnée. De fait, depuis le 1^{er} mai, il diffuse un communiqué assurant qu'il faudrait « *imaginer des élévations 10 000 à 100 000 fois plus importantes pour que commencent à se poser des problèmes significatifs d'hygiène publique* ». Il a même demandé que le message soit transmis à toutes les directions régionales et stations de la météorologie nationale pour diffusion obligatoire sur les répondeurs destinés au public : « *Cet avis est à diffuser tous les jours jusqu'au lundi 5 mai 1986, à la suite des messages météorologiques préenregistrés sur répondeurs automatiques destinés au public* ».

Certains médias relèvent l'ambiguïté de la formulation mais en retiennent l'essentiel : la France est à l'abri de la contamination. C'est par exemple le cas de *Libération* qui, le 7 mai, reprend in extenso le communiqué du 6 mai, en signalant « *un bel exemple de communication sibylline et plutôt contradictoire* » mais en titrant tout de même sur « **La France miraculée** », soulignant que l'Hexagone « *est resté peu arrosé par le vent venu de l'Est* ».

Dans le journal de la veille, mardi 6 mai, un article indiquait en titre que « **Le nuage a « tout juste frôlé » l'Est de la France** » et rendait compte des constats convergents du ministère de l'Agriculture et du SCPRI : « **les taux de radioactivité des produits agricoles français sont tout simplement « normaux** ».

« La France apparaît comme l'un des rares pays d'Europe occidentale miraculeusement épargné par les retombées radioactives de Tchernobyl. (...) »

Hier, la Direction de la qualité au ministère de l'Agriculture a indiqué que les taux de radioactivité des produits agricoles en France sont tout simplement « normaux ». La raison ? Le nuage radioactif en provenance d'Union soviétique a « tout juste frôlé » la frontière Est du pays. Les analyses faites sur le lait et la viande ne font apparaître aucune hausse du taux de radioactivité, affirme le ministère. Le laboratoire central d'hygiène alimentaire et ses satellites dans les départements exercent, rappelle-t-on, un contrôle permanent comportant une observation des teneurs en iode, en métaux lourds et en radioactivité des produits de la mer, du lait et de la viande. Ce qui permet au ministère de l'Agriculture d'affirmer qu'il n'y a pas lieu, en l'état actuel des choses, d'interdire la consommation de lait et de légumes frais.

Même son de cloche au Service central de protection des rayonnements ionisants (SCPRI) qui, depuis plusieurs jours, continue d'affirmer qu'il ne se pose en France « aucun problème significatif d'hygiène publique » à la suite de la catastrophe de Tchernobyl. Il est vrai que le célèbre anticyclone des Açores a amené le soleil sur le pays au moment décisif, et que les vents ont d'une certaine façon « tourné autour », d'abord vers l'ouest-nord-ouest, ensuite vers le sud. (...) ».

Mais le journaliste de Libération, Sélim Nassib, termine son article sur des interrogations :

« Si le beau temps a réellement sauvé la France, si les communiqués rassurants n'ont rien à voir avec la volonté de ne pas faire de peine aux agriculteurs français, tout le monde s'en réjouira. Mais s'il n'y a rien à cacher, que l'on cesse de donner l'impression contraire. »

De la même façon, dans l'article du 7 mai, des voix dissonantes commencent à se faire entendre et à lézarder le discours sur le caractère totalement insignifiant de la contamination.

7. Le temps des questions

Dans un premier bilan, publié le 8 mai 1986⁴, le directeur du SCPRI maintient ses affirmations sur l'absence de contamination significative et de tout risque sanitaire : « *Aucune activité significative pour la santé publique n'a été relevée sur les produits d'origine française* ». L'exposition de la population française consécutive aux retombées de l'accident de Tchernobyl restera, selon lui, « *dans les hypothèses les plus pessimistes* », « *de l'ordre de celle qu'on peut recevoir lors d'un séjour de 2 semaines en montagne*. »

Les soupçons

L'article rédigé par M. Tardieu et publié le 9 mai 86 dans Libération est représentatif des questions qui vont croissant. Sous le titre « *L'état de l'hexagone après le nuage* », il débute ainsi :

« A l'heure où la plupart des pays d'Europe occidentale ouvrent différents parapluies de protection contre le danger radioactif venant de l'est, la quiétude française apparaît de plus en plus suspecte ».

(..) le plus inquiétant se situe peut-être bien dans le nord-est du pays, le long de la frontière allemande. Plusieurs relevés au sud de l'Allemagne fédérale datant de mercredi révèlent en effet un taux variant entre 20 000 et 50 000 Bq/m² (échantillons de sol). À Meersburg, au sud de Wintenberg, c'était pire : entre 50 000 et 100 000 Bq/m². Il serait tout de même bien extraordinaire que l'Alsace et la Lorraine, comme un îlot paradisiaque, échappent totalement à des retombées aussi importantes à quelques kilomètres de là. »

Les premières actions de la future CRIIRAD.

Dans la Drôme, autour de Montélimar, des citoyens se sont mobilisés dès les premiers jours de mai : ils ont réalisé des contrôles à l'aide d'un compteur Geiger, procédé à des prélèvements dans l'environnement (eau de pluie, terre, lait, salade...) et recherché un laboratoire qui accepte de les analyser. Après plusieurs refus, dont celui d'EDF, les échantillons ont finalement été analysés au laboratoire du **Pr Robert Béraud**, à l'Institut de Physique Nucléaire de Lyon. Les analyses révèlent la présence de toute une série de produits radioactifs artificiels provenant sans doute possible de Tchernobyl et à des concentrations qui n'ont rien de négligeable. Ces constats contredisent les affirmations de la Direction de la qualité et du SCPRI. Des prélèvements sont

⁴ L'analyse critique du contenu de ce document dépasse le cadre de ce document ciblé sur le passage du nuage de Tchernobyl. Elle est développée dans d'autres documents de la CRIIRAD.

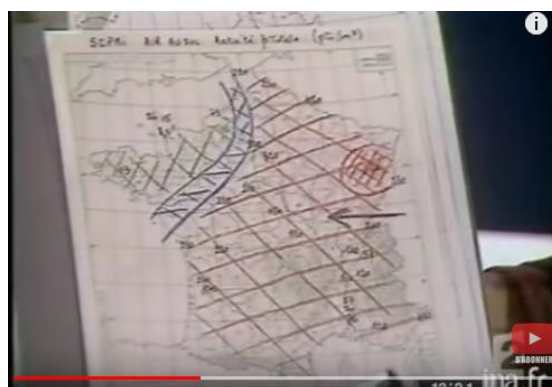
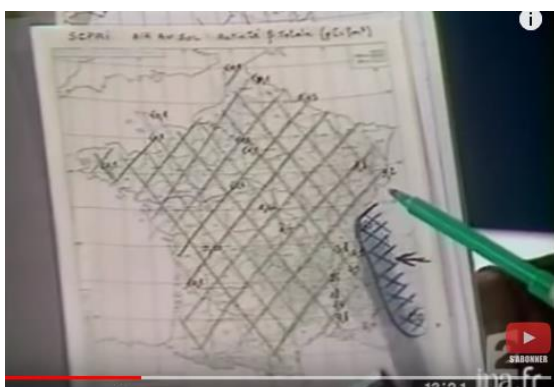
aussitôt réalisés sur place, aux abords de l'Institut. Ils confirment que la région lyonnaise est elle aussi touchée. L'information est communiquée aux médias. L'interview du Pr Béraud est diffusée sur *France Inter* le 10 mai. Il fut l'un des rares scientifiques à oser s'exprimer, bravant ainsi le monopole du SCPRI.

8. Les « aveux » du 10 mai 1986

Le directeur du SCPRI est l'invité de Jean-Claude Bourret au journal télévisé de TF1, le 10 mai 1986. Il présente, à cette occasion, les premières cartes de la contamination de l'air et des retombées radioactives sur les sols.



Pierre Pellerin explique alors, cartes à l'appui, « ce qui s'est passé sur le plan de la météo en particulier ». La carte du **28 avril** montre une situation normale ($<0,5 \text{ pCi/m}^3$ », soit $<18,5 \text{ mBq/m}^3$) ; le **29, avril**, « pratiquement la même situation », avec toutefois « un clignotant qu'on n'a pas su interpréter tout de suite qui était sur la Corse où on est passé à $0,80$ pratiquement » (environ 30 mBq/m^3). « Le **30**, alors là nous avons un début de hausse **très nette** de l'activité par l'est incluant la région Côte-d'Azur ». Pressé par les questions du présentateur, il reconnaît que le 30 avril « on est passé de $0,5$ à 50 , 100 à 200 suivant les stations », puis, le 1^{er} mai, « **en France nous sommes montés à 100 , 200 fois, même 300 fois ce qu'on avait, 400 dans certains points** et puis il y avait une zone qui était épargnée ». « Sur le pays, dans ce deuxième temps, est passé un nuage radioactif, mais beaucoup moins radioactif que celui qui est passé sur les autres pays d'Europe » ajoutant que, à partir du 2 mai, grâce au vent, « **les fortes radioactivités** qu'il y avait sur la **partie Est** de la France ont commencé à se replier », pour arriver à une « situation pratiquement normale à partir du 6 mai ».



Le directeur du SCPRI précise ensuite les conséquences de cette contamination sur le plan des retombées radioactives : « **le dépôt de radioactivité totale** auquel cela correspond en millicuries par kilomètres carrés. Dans la zone ouest, Normandie-Bretagne, 5 millicuries par km carré ont été déposés. Dans le centre ici 11 millicuries par km carré. 20 dans la région est et 25 dans la région sud-est. La situation précédente était de 5 à 6 millicuries par km carré ».

Résultats convertis dans l'unité légale (Bq) et plus habituelle pour l'activité surfacique (Bq/m^2) :

« Normandie-Bretagne, 185 Becquerels par mètre carré (Bq/m^2) ont été déposés. Dans le centre ici 407 Bq/m^2 , 740 Bq/m^2 dans la région est et 925 Bq/m^2 dans la région sud-est. La situation précédente était de 185 à 222 Bq/m^2 becquerels par mètre carré. »

9. Le « mensonge de Tchernobyl », version médiatique

Après la prestation du directeur du SCPRI, qui ne parle plus d'une « **légère hausse** » mais d'une activité multipliée par 100 et présente des cartes qui rendent concret le passage, l'idée du mensonge se répand dans les médias.

La télévision, le dimanche 11 mai

Sur Antenne 2, [au journal télévisé de 13 h](#), le dimanche 11 mai 1986

Hervé CLAUDE : « (...) Il y a ensuite la confusion et l'incertitude en France. On nous a d'abord dit aucune inquiétude, le nuage n'est pas passé en France. Ensuite on a dit, oui il est passé mais comme il ne pleuvait pas, ce n'est pas grave du tout. Puis après, on a dit la radioactivité diminue en France. Étonnant puisqu'on ne nous avait jamais dit qu'elle avait augmenté. Alors où est la vérité et pourquoi la cache-t-on ? Jacques Violet. »

Jacques VIOLET : « **On nous a menti. Quinze jours après la catastrophe, et des déclarations contradictoires, nous apprenons que le nuage n'a pas épargné l'Hexagone et que les retombées, d'iode radioactif notamment, ont été plus importantes qu'annoncées sur toute la France.** Le Professeur Pellerin indique aujourd'hui que jusqu'au 5 et 6 mai on pouvait distinguer 3 zones contaminées du nord au sud. À l'ouest, la plus faible en bleu, la seconde centrée sur le territoire, de radioactivité moyenne, **enfin une troisième à l'est, en rouge avec des taux relativement importants.** »



La presse, le lundi 12 mai

Libération titre sur « LE MENSONGE RADIOACTIF »

« Il a fallu deux semaines pour que les pouvoirs publics se décident enfin à donner quelques informations précises sur les conséquences hexagonales du nuage radioactif qui s'est échappé de la centrale de Tchernobyl. Et comme pour tous les gens qui se taisent trop longtemps (lire page 8), les déclarations des services concernés ont vite pris l'allure d'aveux (lire page 2). »

« **Non, la France n'a pas été miraculeusement épargnée quand l'Allemagne, la Suisse ou l'Italie prenaient des mesures préventives contre les retombées radioactives. Oui, les taux enregistrés en France ont été des dizaines, des centaines de fois supérieurs à ceux constatés habituellement (lire page 4).** (...) »



« Du silence au mensonge en passant par les déclarations lénifiantes, les autorités françaises ont tenu la population dans un clair-obscur informatif. »

« La radioactivité atmosphérique en France, après l'accident de Tchernobyl, a été jusqu'à 400 fois supérieure à celle observée habituellement, tout en restant très en deçà des seuils dangereux. »

Le Figaro titre sur la « Polémique en France ».

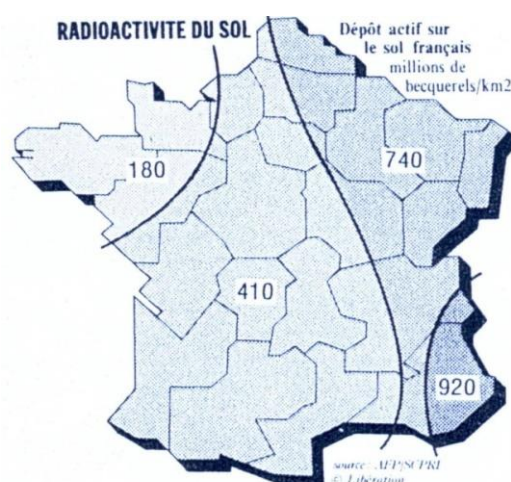
« **L'ampleur de la catastrophe de Tchernobyl n'est apparue que ce week-end en France, où a éclaté une violente polémique sur l'importance des retombées radioactives subies par notre pays.** »

« (...) En direct, le professeur Pellerin a bel et bien été amené à admettre que la pollution provoquée par le nuage de Tchernobyl avait été **beaucoup plus importante que « l'augmentation passagère de 5 à 10% par rapport à la normale », annoncée de manière très floue auparavant.** Il a officiellement précisé que les relevés de radioactivité avaient montré, dès le 30 avril, une hausse d'un **facteur 100** sur les régions du Sud-Est. (...) Le lendemain, la quasi-totalité du pays était touchée, le maximum de pollution se produisant le 2 mai, avec un taux de radioactivité dans l'atmosphère de **deux cents à quatre cents fois** (d'ouest en est) supérieur à ce qui était mesuré avant l'accident, selon les cartes. »

La lecture des articles et le visionnage des reportages de l'époque indiquent clairement que les journalistes ne reprochent pas aux autorités d'avoir dissimulé le passage du nuage mais son importance⁵.

La carte SCPRI des retombées radioactives sur les sols français, dépôts cumulés du 1^{er} au 7 mai, est publiée dans plusieurs quotidiens, comme Le Figaro ou Libération. Est reproduite ci-contre la carte publiée par Libération, le 12 mai 86.

Cette carte est présentée comme une preuve de la réalité et de l'importance de la contamination. La CRIIRAD le démontrera plus tard que les chiffres sont totalement faux.



⁵ Contrairement à ce que laisse penser la mention de la première page

10. Le mensonge de Tchernobyl, version CRIIRAD

Les médias ont dénoncé des chiffres sous-évalués, voire un mensonge, en se basant sur les déclarations du SCPRI, un organisme qui était alors en situation de quasi-monopole. La CRIIRAD était en cours de création et ne disposait pas encore de son laboratoire d'analyse. Parmi les scientifiques qui disposaient d'instruments de mesure, rares ont été ceux qui, à l'instar du Pr Béraud, ont pris le risque de s'exprimer. **Ceci explique que les déclarations du 10 mai aient été considérées comme une étape dans la manifestation de la vérité alors qu'ils participent de la désinformation et, à certains égards, l'amplifient.**

Ainsi que la CRIIRAD a pu le démontrer, résultats d'analyse à l'appui, les cartes des dépôts radioactifs établis par le SCPRI les 8 mai et 16 mai 1986 constituent l'un des éléments de preuve les plus accablants sur l'incapacité des services officiels français à établir l'ordre de grandeur de la contamination.

Précisions sur les retombées radioactives

Le communiqué SCPRI associé à la carte, signé par le « Pr. P. Pellerin, directeur du SCPRI », précise : « La carte ci-jointe représente l'intégration au sol des retombées consécutives à l'accident de Tchernobyl. On y distingue en gros les 3 zones (...), avec une activité en mégabecquerels (millicuries) par kilomètre carré relativement croissante d'Ouest en Est. ». PR P. PELLERIN DIR. SCPRI

Ligne du haut : évaluation des dépôts en millions de becquerels par kilomètre carré (MBq/km²) qui équivalent à des Bq/m² ;

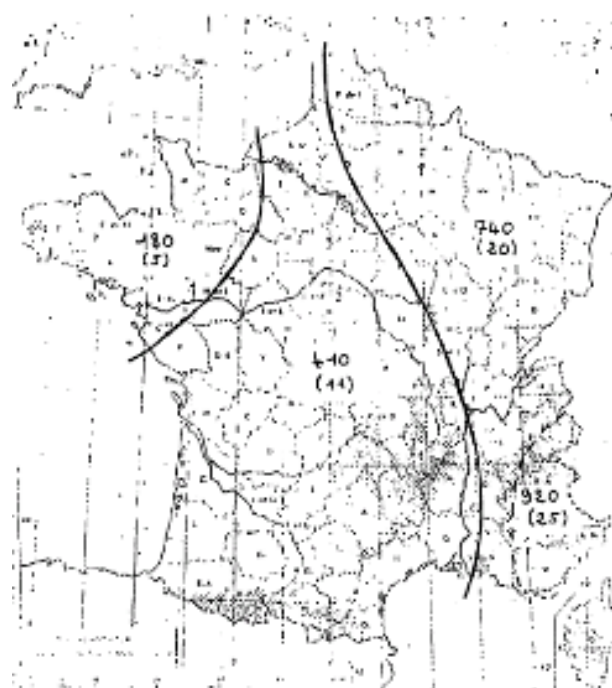
Ligne du bas, entre parenthèse : les mêmes résultats exprimés en milliCuries par kilomètre carré, le Curie étant l'ancienne unité de mesure de la radioactivité qu'utilisait encore le SCPRI.

Pour rappel :

1 Bq = 1 désintégration par seconde ; 1 mCi = 37 millions de Bq

Lors de la conversion des mCi en MBq, les valeurs ont été légèrement arrondies.

SCPRI : Dépôt total de radioactivité		
TF1 10 mai 86	mCi/km2	Bq/m2
OUEST	5	185
CENTRE	11	407
EST	20	740
SUD-EST	25	925
ANTERIEUR	5	185
	6	222



SCPRI
7 MAI 1986
Activité exprimée en
mégabecquerels par kilomètre carré
(millicuries par kilomètre carré)

DÉPÔT ACTIF SUR LE SOL FRANÇAIS INTERIEUR DEPUIS LE 1ER MAI 1986.

L'ordre de grandeur est confirmé le 16 mai. Le SCPRI publie ce jour-là un second bilan, établi au 15 mai, 7 jours après le premier bilan (établi au 7 mai). L'activité surfacique résiduelle moyenne est de 240 Bq/m² (relativement cohérente avec l'évaluation précédente de 407 Bq/m², compte tenu de la décroissance des radionucléides à vie courte).

3) RADIOACTIVITE SURFACIQUE RESIDUELLE: 240 mégabecquerels par km² en moyenne pour l'ensemble du territoire. Niveau actuel de la radioactivité surfacique réduit de moitié environ par rapport à celui de la semaine précédente.

Le directeur du SCPRI souligne qu'il s'agit du **dépôt total**, c'est-à-dire de la somme de l'activité de tous les radionucléides présents. Ceci est confirmé par un communiqué du SCPRI donnant le bilan au 8 mai 1986 et détaillant l'activité déposée par radionucléide et pour deux intervalles de temps :

RETOMBÉES AU SOL

Les mesures ont donné les résultats moyens suivants, selon les radioéléments (en millicurie par kilomètre carré) : (NM : non mesurable) :

	¹³² Te	¹³¹ I	¹⁰³ Ru	¹⁴⁰ Ba	¹³⁷ Cs	¹³⁴ Cs
1 au 2/5	0,87	4,3	0,43	0,65	NM	NM
2 au 8/5	1,20	1,6	1,06	NM	0,23	0,12
TOTAL	2,0	5,9	1,5	0,65	0,23	0,12

Soit au total 11 millicuries par kilomètre carré environ d'activité intégrée depuis le 1/5/86.

Les mêmes résultats, convertis en Bq/m².

Dépôts en Bq/m ²	Tellure ¹³²	Iode ¹³¹	Ruthénium ¹⁰³	Baryum ¹⁴⁰	Césium ¹³⁷	Césium ¹³⁴
1 au 2/5	32,2	159,1	15,9	24,1	NM	NM
2 au 8/5	44,4	59,2	39,2	NM	8,5	4,4
Total	77	218	55	24	8,5	4,4
387 Bq/m ²	19,8%	56,4%	14,2%	6,2%	2,2%	1,1%

Ainsi qu'on peut le constater, le dépôt d'iode 131 est estimé à 218 Bq/m² ; le dépôt de césium 137 à 8,5 Bq/m².

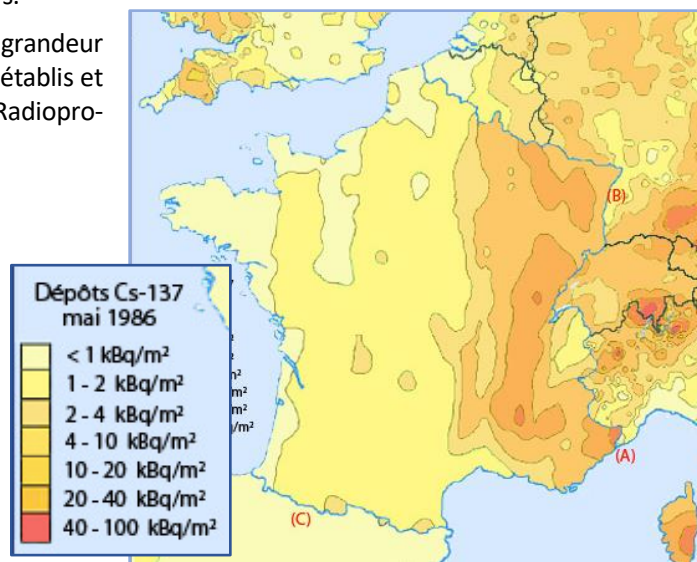
Lorsque la CRIIRAD s'est dotée d'un laboratoire d'analyse, fin 86, les radionucléides à vie courte avaient disparu. Il était par contre possible de vérifier les dépôts de césium 137 (période radioactive de 30 ans) et de césium 134 (période radioactive d'environ 2 ans). L'établissement de l'intensité réelle des retombées radioactives a été l'une de ses premières missions. Des prélèvements par carottage, sur 30 cm de profondeur, par strate de 5 cm, ont été effectués dans de nombreuses régions de France. Ces investigations ont permis de démontrer que l'intensité des dépôts avait été sous-évaluée d'un facteur 100 à 1 000 ! Jusqu'à 4 000 dans certains secteurs alors que le protocole de prélèvement initialement retenu par la CRIIRAD excluait les zones les plus touchées comme les massifs forestiers.

Ce fait ne fait pas polémique, les ordres de grandeur réels de la contamination ont également été établis et reconnus par l'expert de l'État, l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire (IRSN).

NB : sur cette carte IRSN qui date de 2003, les dépôts de césium 137 sont exprimés en kBq/m², kilobecquerels par mètre carré.

10 kBq/m² = 10 000 Bq/m²

Ces chiffres sont à mettre en perspective avec les 8,5 Bq/m² du SCPRI.



On peut considérer que le SCPRI était conscient d'avoir publié des résultats totalement faux pendant toute la période de crise (c'est-à-dire lorsqu'il faut déterminer si des mesures sont ou non nécessaires). En effet, lorsqu'il s'est agi d'envoyer des résultats à la Commission européenne, ce ne sont pas les cartes du mois de mai 86 qui sont envoyées, mais d'autres documents, établis 2 mois plus tard, qui sous-évaluent encore les dépôts mais qui ne font plus état de chiffres ridiculement bas qui auraient été la risée de tous les partenaires de la France. Les cartes officielles du mois de mai sont alors devenues **taboues**. Dans les années 2000, la CRIIRAD a dû multiplier les communiqués de presse et les démarches auprès des autorités et de leurs experts pour que ces documents réintègrent l'histoire officielle de la gestion des retombées de Tchernobyl sur le territoire français. Ceux qui s'emploient à dénoncer le « mythe » du Mensonge de Tchernobyl continuent de l'occulter.

L'augmentation de la radioactivité de l'air :

1/ Pour l'activité bêta totale, l'augmentation était très supérieure à 100 ou 400 fois

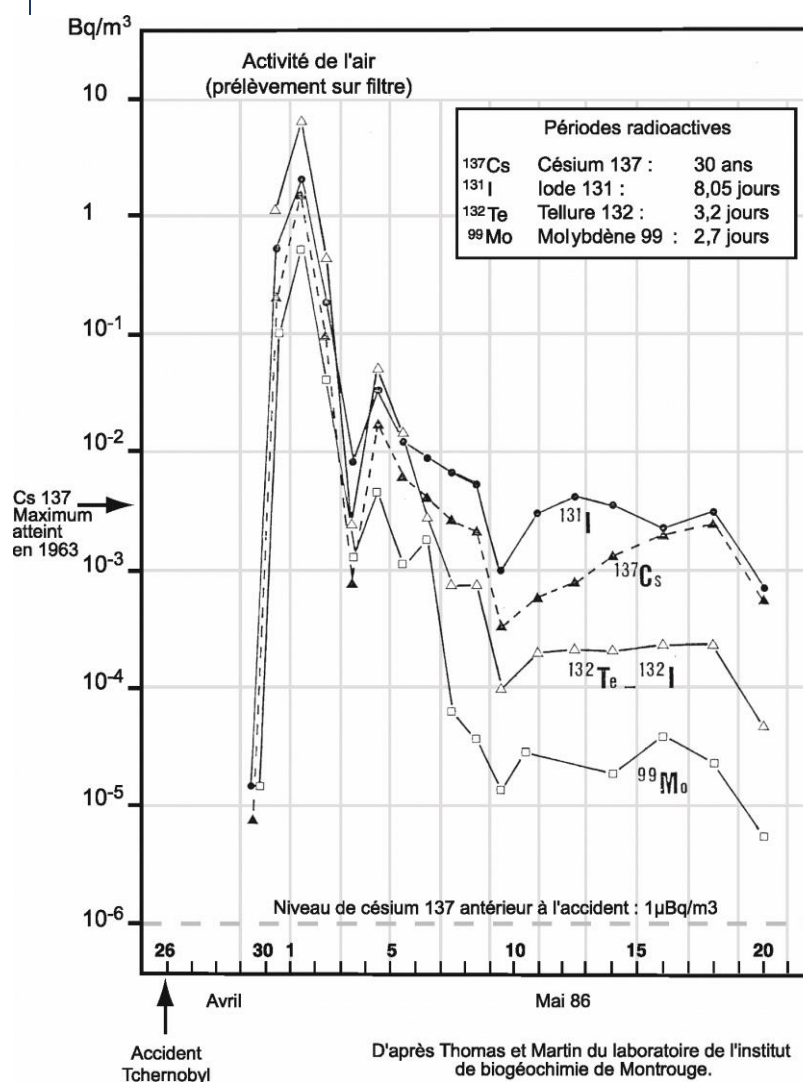
Le 10 mai 1986, le directeur du SCPRI n'évoque plus une « légère hausse » de la radioactivité de l'air mais admet une **multiplication par 100 et jusqu'à 400** dans certains secteurs.

En réalité, la présentation du SCPRI continue de sous-évaluer l'ampleur de la contamination. Les résultats qu'il présente correspondent à l'activité bêta totale de l'air. Pour estimer l'évolution par rapport à la situation antérieure à l'accident, il prend une valeur de $0,5 \text{ pCi/m}^3$, soit 185 mBq/m^3 (par souci de lisibilité nous n'utilisons ci-après que l'unité légale, le Bq). Il ne s'agit pas d'un niveau de contamination mesuré mais d'une limite de détection. Cela revient à dire qu'avant l'accident l'activité bêta totale de l'air était inférieure à 185 mBq/m^3 . Lorsque que l'on examine les chiffres disponibles, on constate que l'activité réelle de l'air avant l'arrivée des panaches de Tchernobyl est 10 fois à 100 fois inférieure à la référence utilisée par le SCPRI : l'activité β totale mesurée est généralement **inférieure à 1 mBq/m^3** (d'après les propres mesures du SCPRI, elle est par exemple de $0,56 \text{ mBq/m}^3$ à Fessenheim dans le Haut-Rhin ou à Baugy, dans le Cher, de $0,39 \text{ mBq/m}^3$ en Bretagne, de $0,4 \text{ mBq/m}^3$ dans l'Ain). Or, toujours d'après les chiffres du SCPRI, le 1^{er} mai, l'activité bêta totale est comprise entre 10 et 25 Bq/m^3 dans les Alpes-Maritimes, en Champagne-Ardenne, en Lorraine et sur la majeure partie de l'Alsace et de l'Île-de-France, soit **une augmentation de 10 000 à 25 000 par rapport à la normale**. L'augmentation d'un facteur 100 à 1 000 ne concerne que la Bretagne et le Cotentin.

NB. Cette vérification est limitée aux chiffres publiés par le SCPRI. D'autres sources font apparaître des écarts encore supérieurs.

2/ Pour le césium 137, l'augmentation est de l'ordre de 1 million de fois.

L'activité des autres radionucléides présents ne peut pas être présentée sous forme d'augmentation car ils n'étaient pas présents auparavant dans l'air (activité nulle). En revanche, du fait des essais nucléaires atmosphériques, du césium 137 était encore mesurable d'ans l'air à une activité d'environ $1 \text{ } \mu\text{Bq/m}^3$ (1 millionième de Bq/m^3). Les diverses sources recensées par la CRIIRAD sont assez cohérentes et permettent de conclure à une élévation de 6 ordres de grandeur de l'activité en césium 137 (multiplication par 1 million).



Nous reproduisons ci-contre le graphique établi par les Professeurs Thomas et Martin (dont le travail doit être salué) pour la ville de Montrouge, dans les Hauts-de-Seine où était situé leur laboratoire.

Le graphique indique en référence le niveau de césium 137 avant l'accident : $1 \text{ } \mu\text{Bq/m}^3$, soit 1 millionième de becquerel par mètre cube d'air.

L'analyse du filtre qui a collecté les aérosols en suspension dans l'air du 30/4 18h33 au 1/5 20h05 indique une activité en césium 137 de 190 mBq/m^3 , soit une multiplication par près de 200 000 du niveau de référence.

Le pic de contamination est atteint sur le prélèvement, réalisé du 1/5 20h10 au 2/5 19h39 : $1,5 \text{ Bq/m}^3$, soit une multiplication par plus de 1 million du niveau antérieur à Tchernobyl.

Cet ordre de grandeur est confirmé par différentes mesures réalisées par l'IPSN (CEA) à Saclay et Orsay, (Essonne) où l'activité volumique du césium 137 dans l'air a dépassé 3 Bq/m^3 (valeur moyenne sur 24h).

Attention : l'échelle des activités est logarithmique (écart de 10 millions entre 10^{-6} Bq/m^3 et 10 Bq/m^3).

Cette configuration ne concerne pas seulement l'Île-de-France. À **Strasbourg**, dans le Bas-Rhin, le professeur Schwartz (CNRS) a mesuré une activité en césium 137 de **2,6 Bq/m³** (activité moyenne sur un prélèvement réalisé du 30 avril 16h au 2 mai 9h). Les mesures de l'IPSN-CEA indiquent que l'activité du césium 137 a dépassé **5 Bq/m³** le 1^{er} mai 1986 à **Verdun**, dans la Meuse. Dans le sud-est, l'activité du césium 137 a atteint **1 Bq/m³** le 1^{er} mai à Marcoule, dans le **Gard**, et le 3 mai à Cadarache, dans les **Bouches-du-Rhône**.

10. En conclusion : théorie du complot ou travail d'analyse critique ?

Si les chiffres de dépôts radioactifs que le SCPRI a diffusés en mai 1986 avaient été exacts, la contamination des denrées alimentaires n'aurait pas pu atteindre des centaines ou des milliers de becquerels par kilogramme Bq/kg comme ce fut malheureusement le cas (plus de 10 000 Bq/kg pour le seul iode 131 dans du lait de brebis en Corse !). Aucune mesure de protection n'aurait été nécessaire et la CRIIRAD ne se serait pas créée (en tout cas pas à cette époque).

Le travail effectué par la CRIIRAD pour établir et faire reconnaître le véritable impact de Tchernobyl sur la France ne relève pas de la théorie du complot mais de l'analyse critique des données officielles et des travaux scientifiques de son laboratoire. Ceux-ci ont permis à la CRIIRAD (liste non exhaustive) :

1/ d'établir dès 1986 des cartes de corrélation entre la contamination des foins, du thym et celle du sol ce qui permettait d'identifier les zones les plus touchées par les retombées radioactives ;

2/ de dresser en 1987 une carte de France de la pluviosité au début mai 86 permettant en liaison avec les trajectoires des panaches radioactifs de localiser l'ensemble des zones à risque ;

3/ d'élaborer dès 1987 un protocole de carottage pour l'évaluation de la contamination des sols (en partenariat avec l'IPN de Lyon) permettant de déterminer l'importance des dépôts de Tchernobyl, la contamination en césium 137 imputable aux essais nucléaires militaires et la répartition en profondeur des deux composants (des données qu'aucun service officiel français n'avait été capable d'établir) ;

4/ de constituer une base de données sur les champignons et d'alerter les particuliers sur les espèces à risques ;

5/ de réaliser, pour la Région Alsace, deux études sans équivalent en France de l'état radiologique des sols : la première en 1989-1990, basée sur l'évaluation de 66 communes alsaciennes ; la seconde, effectuée en 1998-1999, basée sur le suivi de 32 des sites précédemment contrôlés ;

6/ de conduire des recherches sur la spécificité de la contamination en altitude et notamment sur l'arc alpin, le Vercors, les Vosges, le Jura et la Montagne Noire, travail conduit en partenariat avec André Paris, co-auteur de *l'Atlas de la contamination des sols français* ;

La CRIIRAD a également procédé à l'analyse critique des différents rapports officiels sur Tchernobyl en France rendus publics de 1986 à 2005 (et notamment les cartes de contamination du SCPRI, de l'OPRI, de l'IPSN, de l'IRSN et de la Commission européenne).

Le fruit de ce travail d'analyse a nourri les mémoires argumentées qui ont été adressées à la Justice (pour le tribunal administratif de Bastia, pour la cour d'appel de Lyon, pour TGI de Paris, etc.).

Faute de pouvoir répondre aux arguments scientifiques de la CRIIRAD, les défenseurs du SCPRI, et plus largement de l'industrie nucléaire, fabriquent des documents sur mesure ou des déclarations imaginaires qu'il est évidemment plus facile de critiquer.

Annexe 1. Les prévisions météorologiques

JT de France 2, le mercredi 30 avril 1986

(retranscription des déclarations et copies d'écran) / [vidéo](#)

Claude SÉRILLON (en direct de la centrale de St-Laurent-des-Eaux) :

« Le plus inquiétant, ce soir, reste le nuage de particules radioactives. On le sait, il s'est déplacé tout d'abord vers la Scandinavie puis il est en train de descendre vers le sud. Alors comment peut-on prévoir son déplacement ? Les explications de Brigitte SIMONETTA.



Brigitte SIMONETTA :

“Il faut bien faire la différence entre le possible et le réel.

D'abord les certitudes. Lors de l'accident, un anticyclone se trouvait sur l'Union soviétique. Autour des hautes pressions, on sait que les vents s'enroulent dans le sens des aiguilles d'une montre. Les particules radioactives sont alors dans un premier temps remontées sur la Pologne, puis elles ont continué leur chemin et atteint en 48 heures les pays scandinaves. Depuis lundi, la situation n'a pas changé. Ces particules sont donc de plus en plus nombreuses à atterrir sur la Suède.



Maintenant les prévisions. Une dépression a pris place sur la Sardaigne. Là, les vents tournent dans le sens inverse des aiguilles d'une montre. Si l'émission radioactive persistait, tout laisse à penser que cette poussière, aspirée depuis l'Ukraine, serait renvoyée vers l'Italie, la Yougoslavie et l'Autriche.



En France, l'anticyclone des Açores s'est développé.



La météo affirme qu'il restera jusqu'à vendredi prochain [2 mai] suffisamment puissant pour offrir une véritable barrière de protection. Il bloque en effet toutes les perturbations venant de l'est.



Mais attention, ces prévisions sont établies pour trois jours. Reste à savoir combien de temps il faudra encore pour éteindre l'incendie. »